



Menu ☰



CFDT-SERVICES OLIVIER GUIVARCH

[Accueil](#) / [Economie](#) / [Social](#)

Reportage

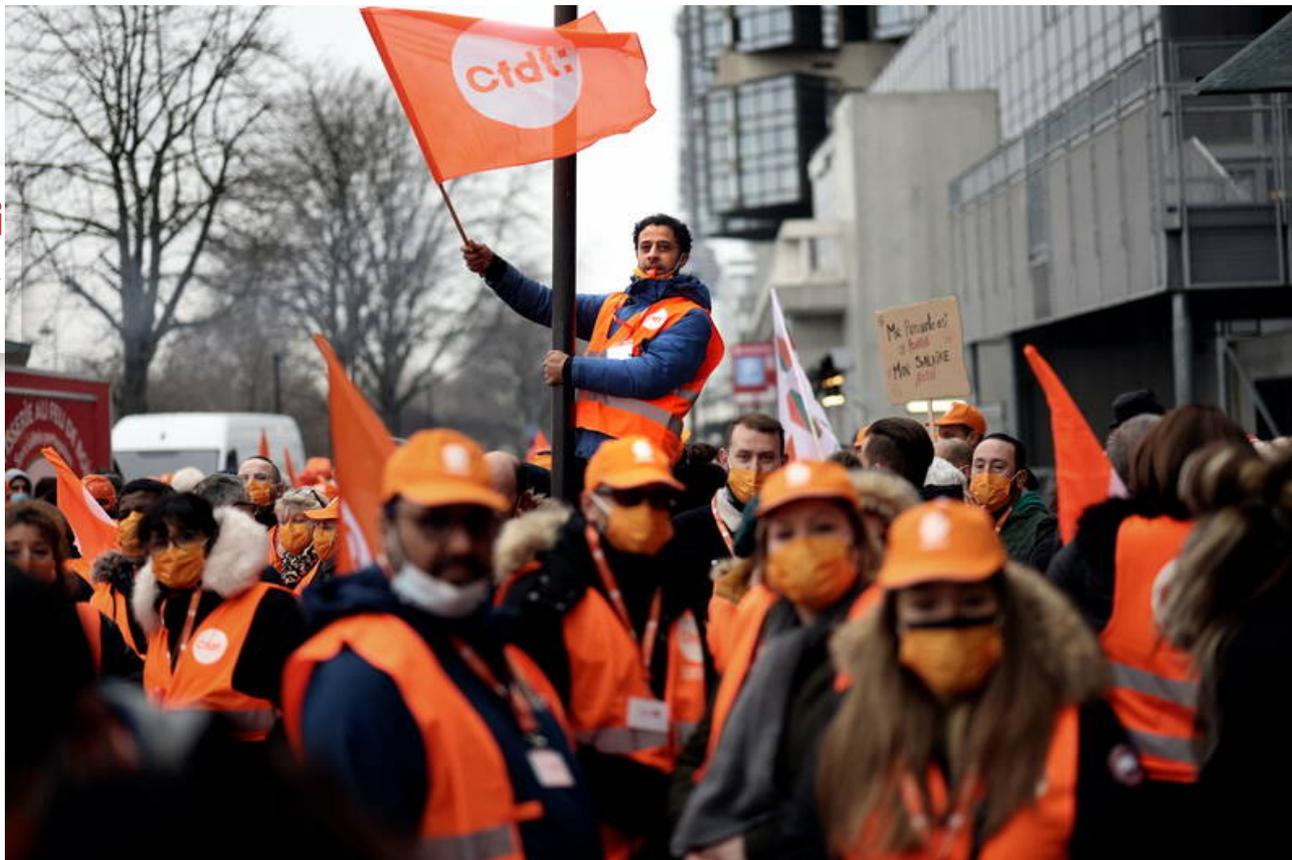
«Essentiels pas que dans les discours»: la CFDT mobilise les travailleurs «de deuxième ligne»

Article réservé aux abonnés

La pandémie de Covid-19 en France dossier ▾

Ce jeudi, la Fédération des services du syndicat a tenté de faire entendre la voix des 4,6 millions de salariés qui ont assuré les besoins essentiels de la

société durant la crise sanitaire. Ces travailleurs souvent invisibilisés demandent de vraies augmentations au-delà des primes gouvernementales de circonstance.



Ce jeudi, la Fédération des services de la CFDT s'est mobilisée à Paris pour réclamer une véritable reconnaissance des travailleurs considérés comme étant en «deuxième ligne» durant la crise sanitaire. (Thomas Coex/AFP)

par Margo Magny

publié le 3 février 2022 à 18h37

«On a eu les applaudissements, maintenant on veut la reconnaissance !» lance un membre de la CFDT au micro. A l'angle du Quai André Citroën à Paris, les drapeaux oranges de la Fédé CFDT des travailleurs des services sont hissés devant la Tour Eiffel. Ce jeudi, des hommes et des femmes du secteur de la propreté, de la sécurité, ou encore de la grande-distribution, sont là pour porter la voix des travailleurs dits «de deuxième ligne». Il sont 4,6 millions de salariés, à assurer les besoins essentiels de la société et revendiquent des meilleures conditions de travail, et une rémunération «à la hauteur de leurs missions», explique Patricia, hôtesse de caisse à Monoprix.

Depuis le début de la crise sanitaire, «*c'est difficile d'aller au travail tous les jours*», déclare-t-elle. Coiffée d'une casquette du syndicat orange flashy et bientôt retraitée, elle regrette les postes non remplacés, qui ne lui permettent plus de suivre la cadence. Elle a touché en 2020 une centaine d'euros dans le cadre de la «prime Macron» créée pour compenser l'effort des salariés précaires mobilisés pendant la crise sanitaire. Mais ce coup de pouce n'est pas suffisant pour Patricia: «*On vient seulement de recevoir une nouvelle prime de 100 euros*». Mais [le «chèque inflation»](#) accordé en urgence par le gouvernement à 38 millions de Français pour faire face à la flambée des prix de énergie ne permet pas aux salariés précaires de vivre «*décemment*», déplore la sexagénaire.

Evolution structurelle des salaires

Au milieu des quelques 200 travailleurs mobilisés avec banderoles revendicatives, on tombe sur ce slogan : «*Ma pancarte est pourrie, mon salaire aussi.*» L'agent de propreté qui la brandit est emmitouflé d'une écharpe et d'un bonnet. Il a vu ses conditions de travail se dégrader avec la pandémie et son «*pouvoir d'achat fortement impacté*» par l'inflation depuis la rentrée. Pour Véronique Revillod, secrétaire générale adjointe de la Fédération des services, il faut arrêter de faire patienter les gens «*à coup de primes*». Le syndicat a pris les revendications à bras le corps, et défend une évolution structurelle des salaires «*on souhaite qu'il y ait de véritables possibilités d'évolution de carrières*», explique-t-elle avant de disparaître dans la foule. Evidemment, les manifestants veulent se faire entendre auprès des patrons, à qui le ministère de Travail a demandé des négociations de branche. Joseph, est venu spécialement de Rennes pour cela et il est «*fier*» de représenter son métier, aux pieds de la Dame de fer. Les patrons de sa branche, celle des agents d'entretiens, ont engagé les négociations «*Ils nous proposent 15 centimes de l'heure en plus*, déplore le quinquagénaire, *on souhaiterait une augmentation d'un euro de l'heure.*»

Conditions de travail : le secteur de la propreté appelle l'Etat à montrer l'exemple

Social 9 sept. 2021 [abonnés](#)

«Le gouvernement et les patrons se renvoient la balle, et la balle, c'est nous», ironise Berkane, agent de sécurité. L'homme de 57 ans a travaillé «pendant tous les confinements», et pourtant, il ne se sent «pas valorisé». A l'issue de cette journée, il espère que l'état «s'occupera vraiment de cette branche». Si la balle est aujourd'hui dans le camp des patrons, des syndiqués de la CFDT souhaiteraient que le ministère du Travail fasse pression pour accélérer les négociations. Il y a bientôt un an, le gouvernement avait annoncé une augmentation mécanique du Smic de 0,99% (environ 15 euros supplémentaires par mois), mais pour l'agent de sécurité, ça ne suffit pas. A l'approche des Jeux olympiques, 24 000 agents de sécurité sont recherchés, mais, entre conditions de travail difficiles et salaires trop bas, «le recrutement est impossible», alerte Berkane. Le 18 février, les agents de sécurité, qui demandent une augmentation de 10%, espèrent obtenir des réponses suite à des négociations avec des organisations patronales. Sans quoi il y aura une «suite à leur mobilisation». Dans le secteur du médico-social, c'est une augmentation de 15% qui est demandée par la CFDT.



Le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, était présent aux côtés des manifestants ce jeudi. (THOMAS COEX/AFP)

«Le Smic ne doit plus être le seul horizon»

Assailli par les journalistes, Julien, est lui agent funéraire comme le rappelle sa pancarte en forme de cercueil portant la mention «métier essentiel» : «*On a l'habitude d'être dans l'ombre, confie-t-il, mais qu'on le soit dans les négociations de branches, ce n'est pas acceptable.*» Aujourd'hui sans nouvelles des organisations patronales, il souhaiterait que le ministère du travail impose «*des primes obligatoires*» ou encore qu'il mette en place «*des formations professionnelles*».

Sur le camion faisant office de scène, le secrétaire général du syndicat, Laurent Berger, s'exprime au micro «*Nous appelons tous les employeurs à négocier, pour que le Smic ne soit plus le seul horizon !*» Malgré le froid, l'ambiance est conviviale. Le cortège partira bientôt marcher. Sylvie distribue des masques aux couleurs du syndicat. Elle travaille dans l'agro-alimentaire. Pour elle aussi, l'invisibilisation du gouvernement est «*insupportable*». Et si elle garde espoir à l'issue de cette journée, on ne peut pas en dire autant pour la campagne présidentielle: «*On veut être essentiels, ailleurs que dans les discours*», explique Sylvie. C'est le message envoyé par les gilets oranges aux candidats en course pour l'Elysée.

Dans la même rubrique



Stellantis prévoit de supprimer 2 600 emplois sur deux ans

2 févr. 2022

Mobilisation sociale à Pôle Emploi: «Aujourd’hui, tout le monde sature»

Social 1er févr. 2022

Manifs pour une hausse des salaires, un enfant retrouvé mort dans une valise, feu vert européen pour le Paxlovid, menace de marée noire... L’actu de ce jeudi

Social 27 janv. 2022

Mobilisation pour la hausse des salaires: «Les salariés ont fait rentrer le sujet dans la campagne présidentielle»

Social 27 janv. 2022 [abonnés](#)

Le portrait du jour



Yaël Braun-Pivet, elle revient de lois

3 févr. 2022 [abonnés](#)



© Libé 2022

Rubriques

Politique

International

CheckNews

Culture

Idées et Débats

Société

Environnement

ENVIRONNEMENT

Economie

Lifestyle

Portraits

Sports

Sciences

Plus



Forums



Archives

Services

S'abonner

Les Unes

La boutique

Contactez-nous

Donnez-nous votre avis

Foire aux questions

Proposer une tribune

Conditions générales

Mentions légales

Charte éthique

CGVU

Protection des données personnelles

Gestion des cookies

Licence

Où lire Libé?

Lire le journal

Les newsletters

Présentation de l'application

Application sur Android

Application sur iPhone / iPad

